



## Une intervention est impérative

La Grèce et l'Italie ont enfin un nouveau gouvernement. Les destinées de ces deux pays accablés par une crise sont désormais entre les mains de Lucas Papademos et Mario Monti, deux économistes aguerris qui ont notamment assumé des fonctions au sein de l'UE. Tous deux promettent une action ferme et des réformes. La situation des deux pays est pourtant très différente, ainsi que le montre une nouvelle étude.

Si Mario Monti peut compter sur une économie globalement stable, il n'y a guère de raisons d'espérer en Grèce. Les experts voient peu de solutions pour remettre l'économie grecque – en tant que membre de la zone euro – sur pied.

### **La Grèce doit effectuer des réformes**

« J'ai cherché très longtemps avant de trouver quelque chose de positif », a déclaré Holger Schmieding. Le chef économiste de la Berenberg Bank a présenté mardi, à Bruxelles, l'« Euro Plus Monitor 2011 », que la banque a élaboré en collaboration avec le Lisbon Council, un groupe de réflexion européen. Il n'a trouvé qu'un seul élément positif, la demande étrangère de biens industriels grecs. Après une forte baisse début 2008, la production a renoué avec la croissance début 2010 et a presque retrouvé son niveau d'avant la crise. Les exportations de biens ne représentent toutefois que 8 % du PIB grec.

Les auteurs de l'étude donnent une mauvaise note à tous les autres domaines et réclament des réformes en profondeur. Si les experts reconnaissent que la Grèce a déjà mis en œuvre des mesures d'économie, ils soulignent que ce n'est de loin pas suffisant.

### **En Italie, le problème est structurel**

La situation de l'Italie est très différente. Son principal problème se situe au niveau des structures et non du potentiel de l'économie. Une réforme du marché de l'emploi et des rentes doperait déjà fortement la croissance économique de l'Italie. Le week-end dernier, le gouvernement italien a fait parvenir au commissaire européen en charge des finances, Olli Rehn, un document de 36 pages présentant son plan d'action. Ce plan provenait encore du précédent chef du gouvernement, Silvio Berlusconi. La Commission européenne espère maintenant que M. Monti reprendra pour l'essentiel ce plan d'action. Olli Rehn entend informer les ministres européens des finances des mesures prévues à la fin novembre.

Euro Plus Monitor 2011

(Etude de la Berenberg Bank & du Lisbon Council)